

une approche scientifique et s'appuyer sur les faits. Il nous faut développer un plan holistique pour affronter les grands défis de notre pays en matière environnementale. Que sont-ils ? D'abord, la préservation de notre biodiversité qui s'effrite à vue d'œil, ensuite travailler d'arrache-pied pour empêcher que notre écosystème se dégrade davantage. Voyez-vous, quand on constate ce qu'une simple ONG comme Wild Life Foundation a pu faire à l'île aux Aigrettes, on peut deviner ce qu'un gouvernement peut faire avec de la volonté politique et une vision écologique claire...Il nous faudra aussi, selon moi, revoir le fonctionnement des Environmental Impact Assessment (EIA). Il nous faudra évidemment mieux protéger nos plages qui sont notre richesse nationale, pas comme on le fait actuellement avec des pierres, mais planter massivement des mangroves.

> Mais, serait-ce suffisant ? Quid de notre peuple encore sous-développé écologiquement ?

Absolument. Il faudrait en parallèle changer les mentalités des jeunes générations et leur faire comprendre le concept des droits environnementaux et le concept - ô combien important - des droits des générations futures chers au célèbre écologiste français Cousteau. Nous ne valorisons pas assez la nature et ce n'est qu'après avoir fait les jeunes, à travers une campagne nationale dans les écoles, collèges et à la télé, comprendre, aimer et vivre avec la nature, qu'on peut passer à la deuxième étape qui est de leur faire avoir le réflexe de la protéger. La planète terre est dans le rouge et en tant que petit État insulaire qui subira de plein fouet le réchauffement climatique et la montée des eaux, Maurice est dans le rouge foncé. Si un gouvernement ne comprend pas ces enjeux, c'est à désespérer.

> La pandémie de Covid-19 a été un 'eye opener' et nous avons tous pu constater comment notre écosystème souffrait et comment en trois mois, il s'est en partie régénéré. Quel sera l'impact écologique post-Covid selon vous ?

La peur que j'aie c'est que ce soit le 'business as usual', l'humain étant ce qu'il est. Vous savez, en Chine, l'émission du carbone a doublé après le Covid ! Je crains donc que ce répit n'est que temporaire. Certaines nations, à l'instar de la Nouvelle-Zélande, de l'Allemagne, de la Corée du Sud ont compris et sont dans une dynamique de recovery plan. D'autres comme les États-Unis de Trump ou l'Inde, qui sont parmi les grands pollueurs de la planète, doivent réagir de manière concrète.

> Le mot de la fin ?

Je voudrais remercier l'équipe DIS-MOI pour leur ouverture d'esprit et leur combat pour les droits humains. On m'a accueilli chaleureusement et ouvert les portes de l'organisation pour apporter mon expérience en matière des droits environnementaux. J'espère que je serais à la hauteur de leurs espérances.

Le nouveau Commissaire de police **Khemraj Servansing,** rencontre **DIS-MOI**



Vijay Naraidoo, Secrétaire-Général de DIS-MOI, Ny Onja Hon Fat, responsable de la Commission Femmes de DIS-MOI, Khemraj Servansing, Commissaire de Police, et Lindley Couronne, Directeur Général de DIS-MOI.

DIS-MOI (Droits Humains Océan Indien) a sollicité une rencontre avec le nouveau Commissaire de police qui a répondu rapidement à cette demande. Jeudi, des dirigeants de DIS-MOI, Vijay Naraidoo, Ny Onja Hon Fat et Lindley Couronne l'ont rencontré aux Casernes centrales.

Le Commissaire a exposé sa philosophie en matière de 'policing'. Pour lui, la police est là pour servir la population et n'est pas là pour être le juge des actions des citoyens. Il a rassuré DIS-MOI que les droits humains seront au cœur de ses actions. Il a exprimé sa volonté de

coopérer avec DIS-MOI et nommera un 'liaison officer' qui sera son interface avec l'ONG.

Vijay Naraidoo a assuré au Commissaire que DIS-MOI travaille déjà en collaboration avec la police en matière de droits des personnes âgées et a donné l'exemple de la police d'Eau-Coulée qui a entrepris un formidable travail à cet égard. Quant à Ny Onja Hon Fat, la responsable de la Commission Femmes de

DIS-MOI, elle a exposé la situation difficile des femmes victimes de violences conjugales et la faible

réaction de certains policiers.

Après la rencontre, Lindley Couronne, Directeur Général de DIS-MOI, a fait la déclaration suivante : 'Khemraj Servansing est un homme intelligent et fin et je suis convaincu qu'il a saisi le déficit de popularité de la police durant ces derniers mois. Il me semble déterminé à y mettre bon ordre. DIS-MOI a proposé qu'on forme les nouvelles recrues à l'éducation aux droits humains. Aussi longtemps que nous voyons un désir de changement, nous collaborerons avec la police.'

Les questions-réponses

• Sommes-nous responsables du changement climatique ?

Oui ! L'augmentation des concentrations de 'carbone' dans l'atmosphère au cours des décennies passées est en effet très documentée, largement admise par la communauté scientifique. Elle est très majoritairement due à l'activité humaine (IPCC, 2007). La teneur atmosphérique en CO2 a augmenté de plus de 30% depuis la fin du 19ème siècle, et cette hausse a été pour l'essentiel provoquée par les activités humaines. Nous sommes aujourd'hui à 417 ppm et ça continue à augmenter. La température à l'île Maurice a augmenté par 1,3 degré Celsius qui est plus élevé que la moyenne mondiale qui est à 1,1 degré

Celsius. Idem pour notre niveau de mer.

• Quel monde voulons-nous transmettre ?

Nous habitons un monde limité par ses ressources naturelles et par la fragilité de ses écosystèmes. La question est de savoir quelle planète la génération présente va transmettre aux générations futures. Cette question ne peut trouver de réponses en dehors d'une politique écologique globale et locale que nous manquons cruellement.

• La biodiversité est-elle réellement menacée ?

Si nous continuons à détruire certains environnements naturels, à la fin du 21ème siècle, nous aurons éliminé la moitié ou plus des plantes et animaux de la planète. La sixième extinction massive de

l'histoire de la Terre est en cours. À l'île Maurice, nous perdons le peu qui nous reste comme écosystèmes naturels. Le pays est caractérisé par un niveau élevé d'endémisme, avec 39% de plantes, 80% d'oiseaux non marins, 80% de reptiles et 40% d'espèces de chauves-souris déclarées endémiques. 89% de la flore mauricienne endémique sont désormais considérées comme menacées et 61 espèces indigènes du pays sont déjà classées comme éteintes. 24 espèces indigènes de vertébrés qui étaient connues pour s'être produites à Maurice et les îlots adjacents sont maintenant éteintes. Bien que 12 espèces d'oiseaux terrestres aient échappé à l'extinction, neuf d'entre elles sont menacées. C'est une situation désolante.